



Contretemps publie le chapitre 8 de l'ouvrage de Phil Mailer sur le processus révolutionnaire portugais des années 1974-1975. L'auteur y revient sur les luttes urbaines, en particulier autour de la question du logement, et met en évidence à la fois la radicalité de ces luttes et l'activité intense des différents cadres d'auto-organisations qui y étaient à l'oeuvre. Il insiste enfin sur la manière dont se sont développées dans ce cadre les luttes et les revendications féministes.

\*\*\*

## Le contexte

L'émigration est une caractéristique de l'histoire portugaise depuis le XVII<sup>e</sup> siècle<sup>[1]</sup>. Mais il y eut aussi des migrations internes. L'exode rural vers les zones urbaines s'accéléra pendant la période d'expansion économique, à partir de 1959. La combinaison – fuite vers les villes et politique du logement du régime salazariste – conduisit à la formation de bidonvilles dans la banlieue de Lisbonne et autour de Porto et de Braga. La promesse tôt faite par Salazar d'« une maison pour chaque Portugais » était devenue, dès 1956, un élément du « développement dual ». Seda Nunes, un sociologue, put écrire que « deux sociétés coexistent au Portugal, la “moderne” dépassant rapidement la “traditionnelle” ». Les contradictions du développement capitaliste étaient attribuées aux soi-disant « comportements traditionnels de la population des campagnes », ou « expliquées » par des sermons sur la pauvreté « habituelle ». Ce genre de concepts permettait aux autorités de fermer les yeux sur ce qui se passait en réalité.

Par contraste, les classes moyennes s'en sortaient bien, surtout à Lisbonne et à Porto. La surévaluation du prix des terrains et les programmes de construction de logements coûteux avaient progressivement chassé les ouvriers vers les banlieues. Les plans de création de logements municipaux n'étaient pas seulement complètement inadaptés aux besoins, ils ne faisaient que camoufler le relogement des ouvriers à la périphérie. Des quartiers (Bairros

Camararios) destinés à abriter des fonctionnaires de l'Etat en vinrent à constituer environ 10 % du total du marché locatif.

**Les bidonvilles :** Apparus dans les années 1960, résultat combiné d'une mauvaise planification urbaine, d'une émigration massive depuis les campagnes et les colonies, ils avaient été construits hors de tout cadre légal généralement en bois, en tôle ondulée ou en plastique, sur des terrains municipaux ou dans des parcs publics. Des familles entières pouvaient s'entasser dans une seule pièce. Ces masures pouvaient cependant être louées par ceux qui les avaient édifiées à d'autres miséreux, voire vendues. La misère exploitait la misère. Bien qu'il s'agît principalement d'un phénomène lisboète, des bidonvilles existaient également dans de nombreuses autres régions du pays.

**Les sous-locations :** Un immeuble était loué par un marchand de sommeil, qui ensuite le sous-louait (à la chambre), faisant ainsi un gros bénéfice. Celui-ci ne se préoccupait que fort peu, en général, des conditions de vie des habitants. Ainsi, trois ou quatre familles se retrouvaient dans un appartement de quatre ou cinq pièces. Tel était le schéma dominant à Porto et à Braga, mais également à Lisbonne (surtout pour les familles venues du Cap-Vert).

**Les propriétaires :** La plupart des constructions nouvelles étaient réalisées par des compagnies privées. En limitant le nombre de constructions (ce qui, de fait, avait un effet sur les loyers), ils régnaient sur l'offre. Seules trente-cinq mille logements furent bâtis annuellement pendant les années 1960, alors que le déficit était tel qu'il aurait fallu en construire cinquante mille. Les loyers augmentèrent avec la demande. Seule la petite bourgeoisie tira son épingle du jeu. Les pauvres s'appauvrirent davantage.

**Les logements destinés aux ouvriers et à la petite bourgeoisie :** Etant donné le montant élevé des loyers (les logements neufs atteignaient 1 000 escudos mensuels par chambre), les ouvriers et les petits bourgeois devaient faire de gros sacrifices pour obtenir ou simplement conserver un toit. Le loyer seul constituait 40 % du budget d'une famille dans la région de Lisbonne (et dans certains cas bien davantage). Dans les anciens quartiers ouvriers, les loyers ne pouvaient augmenter que tous les cinq ans, et selon un certain pourcentage. Les loyers y demeuraient donc bas. Mais dans d'autres secteurs les familles arrivantes s'exposaient aux pires formes d'exploitation. Beaucoup étaient alors contraintes d'aller se loger dans les « cités-dortoirs » de la banlieue. La qualité de la vie familiale dans ces lieux reculés s'en ressentait, notamment du fait des transports publics déficients. Les travailleurs partaient le matin, passaient jusqu'à une heure dans les bus jusqu'à leur lieu de travail, et ne rentraient qu'à la nuit tombante, épuisés et irritables, regardaient la télévision, se chamaillaient avec leur famille, et accumulaient de jour en jour les frustrations.

## Les occupations

Le 25 avril provoqua une explosion de révélations sur « l'état de la nation ». Le nouveau gouvernement fit de médiocres tentatives de redressement des torts commis par le passé, récemment exposés au grand jour. Quelques ministères furent remodelés. La « Junte de la colonisation interne » devint « l'Institut de la réorganisation de l'agriculture ». Le FFH (Fonds pour le développement du logement) fut purgé des salazaristes et restructuré. Le 14 mai 1974, la junte publia un communiqué à propos des saisies spontanées de logements qui s'étaient produites juste après le putsch. Les « occupations désordonnées de maisons »

y étaient présentées comme des « actions irréfléchies contre l'inefficacité des ministères officiels qui n'avaient jamais trouvé de solution au problème ». La junte appelait à leur « évacuation » en précisant qu'elle ne les légaliserait pas.

Le décret n° 217/74 gela tous les loyers au niveau de ce qu'ils étaient au 25 avril. Une loi votée peu après accorda quelque cinq milliards d'escudos au logement et exemptait les promoteurs de certains impôts. Le gouvernement montrait ainsi son inclination à favoriser le secteur privé. Cette manne devant permettre une augmentation du nombre des logements de 10 à 25 % en un an, ce qui ne se réalisa pas.

La réponse des travailleurs fut une nouvelle vague d'occupations en mai et en juin. Ce qui contraignit le gouvernement à promulguer une nouvelle loi, le 12 septembre, qui limitait à 120 le nombre de jours pendant lesquels un logement pouvait rester vacant sur une année. Les autorités parlaient même de publier des listes de maisons vides. Mais les propriétaires ne s'inquiétèrent pas. Ils contournèrent facilement la mesure en produisant de fausses listes de locations et de contrats. En novembre, un autre décret (le n° 663/74) avantagea encore le secteur privé en lui accordant de nouvelles remises d'impôts.

A la suite des épurations et de la restructuration du FFH, un Service mobile de contrôle local (Saal), agence semi-gouvernementale, destinée à « soutenir les luttes urbaines », fut installé. Les autorités mirent aussi en place le Cabinet du logement (CTH) et l'Entreprise publique d'urbanisation de Lisbonne (Epul). Ces organismes, à leur tour, créèrent des Brigades de soutien local (BAL). L'idée était toujours la même : désamorcer la situation explosive au moyen d'une série de promesses, et contrôler les choses par le haut.

Beaucoup de militants révolutionnaires rejoignirent le Saal, en le radicalisant considérablement. Le soutien inconditionnel du Saal aux occupations, par exemple, n'était évidemment pas appréciée par le gouvernement. Une tentative de dissolution de l'association eut d'ailleurs lieu en novembre 1974, accompagnée de la mise en place d'un organisme parallèle plus réformiste, le SAC. Mais, en dépit de son image de gauche, ce ne fut qu'après le 3 mars 1975 et le limogeage du président conservateur du FFH, que le Saal se mit effectivement à jouer un rôle mobilisateur, à travers la mise en place de Commissions de quartiers. Le Saal dénonçait les estimations du FFH (selon lesquelles six mille logements devaient être construits en 1975 et quatre-vingt dix mille d'ici 1978). Il critiquait aussi le financement de l'Etat limité à 40 % du coût de chaque logement, laissant aux particuliers le soin de payer le reste au moyen d'emprunts à 7 %.

Les occupations avaient deux buts : faire en sorte que chacun ait un toit et créer des centres communautaires ou des crèches. Le second était en général soutenu par le Copcon ; on occupait et puis on les appelait. Et eux ordonnaient à la police de ne pas intervenir.

Les squats étaient d'une nature très différente. Quand, le 26 novembre, 260 familles venues d'un bidonville emménagèrent dans un immeuble vacant à Chelas près de Lisbonne, le Copcon leur ordonna de partir. Mais les familles tinrent bon et le Copcon dut reculer. D'autres occupations suivirent rapidement. Le journal *Revolução* reproduisit des déclarations recueillies à Lapa, un quartier majoritairement bourgeois, mais avec un bidonville au milieu :

« Ici, certaines maisons sont vides depuis dix-huit ans, et toujours en bon état. Dix-huit familles qui ont occupé certaines d'entre elles ont signé des contrats avec les propriétaires. Mais certains propriétaires renâclent. Ils obtiennent des

ordres d'expulsion, [ou] après avoir consulté des avocats, décident de louer les maisons. Les loyers vont de 500 à 1 200 escudos par mois. Si le comité des résidents (mis en place pour la défense des occupations) pouvait être légalisé, nous pourrions assigner les propriétaires et les faire condamner, voire les arrêter. Mais, en l'état, [...] nous n'avons pas le pouvoir d'aller plus loin. S'ils ont laissé les maisons vides pendant si longtemps sans faire de travaux, c'est qu'ils n'ont pas besoin d'argent ; nous, on a besoin des maisons. »

« Nous sommes au bord d'une révolution. A mon avis, il va y avoir un bain de sang entre propriétaires et occupants. J'ai six enfants et j'en attends un septième. Je vais y aller avec les sept et il faudra bien me trouver une maison. Celle que j'occupe actuellement appartient à un type qui possède des banques au Brésil. Il dit qu'il veut la faire démolir et que le Conseil municipal l'y a autorisé. Cela montre que les riches ont toujours la loi pour eux. Ils ont de l'influence jusqu'à l'intérieur du Conseil [...]. Personne, en ce moment, ne devrait nous chasser. Si la police essayait ou se mettait à tirer, il y aurait une émeute, et le Copcon devrait alors choisir son camp. »

Dans le quartier de FONSECAS, des bidonvilles avaient été détruits par la police avant le 25 avril. A Porto, où les sous-locations étaient nombreuses, les habitants du bloc 402, Rua de D. Joao IV, publièrent cette adresse aux ouvriers de la ville<sup>[2]</sup> :

« Les sous-locations sont toujours interdites par la loi, et nous pouvons être chassés de chez nous [à tout moment]. Nous sommes 15 familles, avec 20 enfants ; au total 100 personnes. Le bâtiment n'est pas du tout aménagé. Il n'y a même pas de salles de bain : nous devons aller aux Bains municipaux. Les plafonds tombent. Il n'y a qu'un WC, sans chasse d'eau. Le bâtiment suinte l'humidité jusqu'au dernier étage. Un cochon n'y resterait pas. Nous payons des loyers de 600 à 1 000 escudos pour de petites chambres où s'entassent nos familles. Notre propriétaire, Maria da Costa Pereira, possède plusieurs immeubles comme celui-ci. Elle refuse de réparer quoi que ce soit. Le réseau électrique est très dangereux.

[...] Nous avons refusé de payer le loyer de septembre, en précisant que nous ne le verserions qu'après réalisation des travaux nécessaires. Nous mettons d'ailleurs l'argent de côté. Elle nous a assignés au tribunal et désormais nous sommes menacés d'expulsion. Nous sommes allés au FFH. Nous nous sommes tournés vers le gouverneur civil. Tous ont répondu qu'ils n'avaient aucun pouvoir [en la matière], qu'ils ne pouvaient rien faire. Ils ont ajouté qu'ils pensaient que nous allions perdre. Ils ont dit que les sous-locations étaient légales. La loi protège les propriétaires, comme elle protège tous ceux qui exploitent les travailleurs. Est-ce juste ?

Tout le monde nous dit d'être patients, de rester calmes. Ils nous ont conseillé de faire des *papel selados* [pétitions sur papier timbré, portant le cachet du gouvernement]. Comment pouvons-nous être calmes et patients alors que nous vivons dans cette misère depuis si longtemps ? Seuls ceux qui n'ont pas de problèmes peuvent se payer le luxe d'être patients. Nous aimerions régler le problème sur le plan légal, mais nous voyons bien que les lois ne sont pas faites pour nous. Nous n'avons ni temps ni argent à consacrer à des avocats. Et, de

toutes façons, les lois défendent les sous-loueurs parasites. Pas nous. Ce n'est pas la démocratie : c'est le fascisme. Cela étant dit, nous allons faire nos propres lois et nous emparer de nos droits.

Nous ne permettrons aucune expulsion.

Nous exigeons que les travaux soient faits rapidement, en commençant par l'électricité.

Nous voulons que cessent les sous-locations, et un contrat signé entre nous et la propriétaire.

Nous voulons l'unité de tous les travailleurs dans le combat pour des logements corrects. A bas les sous-loueurs et les capitalistes ! »

Porto, 23 octobre 1974

\*

Le 26 octobre, les résidents de cet immeuble envahirent le Conseil municipal (Camara) de Porto, avec des résidents d'autres logements sous-loués. Leurs loyers furent suspendus pour les mois de septembre et d'octobre.

Le nombre d'occupations augmenta en janvier et février 1975. La Luar et le MES jouèrent un rôle important dans l'obtention de bâtiments pour y installer des crèches, des jardins d'enfants et des « cliniques populaires ». La luxueuse clinique privée de Santa Cruz, près de Lisbonne, fut saisie par ses employés et renommée « Hôpital du 25 avril », avec l'appui de la population et de la Luar. Certains médecins offraient leurs services gratuitement. Cela dura un certain temps, mais au bout d'un moment la clinique dut cesser ses activités par manque de fonds. Les employés continuèrent pourtant l'occupation. De même, le FSP (Front socialiste populaire) ouvrit une « Université populaire » à Porto, destinée à « aider au développement de groupes révolutionnaires et à l'étude de textes politiques ». Bien qu'on n'y pratiquait ni examens, ni droits d'entrée, qu'on n'y discernait pas de diplômes, et que tous, enfants comme adultes, y étaient admis, peu de travailleurs profitèrent de ses enseignements. De belles demeures et des palais, dans tout le pays, furent réquisitionnés par divers groupes, pour servir de bureaux. En général, ces bâtiments étaient vides depuis des années. Ces occupations furent légalisées ; aucun loyer n'étant versé.

A Campo de Ourique (à Lisbonne), il y avait environ quatre cents maisons vides que la commission des résidents commença à occuper. Il fixa un loyer « social », pour faire face aux travaux d'amélioration. Le gouvernement, alarmé par l'extension des occupations, qui, dès avril 1975, avaient atteint le nombre de cinq mille rien que dans la région de Lisbonne, durcit sa position, refusant de les légaliser. Les partis de la coalition (y compris le PCP) interdirent à leurs militants de participer à ces actions. Nuno Portas, secrétaire d'Etat au Logement, ex-MES, ex-PCP, condamna les occupations « sauvages » car elles n'étaient pas « sous contrôle ».

## Luttes pour le logement

Deux sortes d'organisations autonomes apparurent au cours de ces luttes. La première était constituée par les Commissions autonomes révolutionnaires de résidents (*Comissões revolucionárias autónomas de moradores* - Cram). Ils trouvaient généralement du soutien dans les vieux secteurs ouvriers et les classes moyennes appauvries. Bien qu'ils fissent une critique globale de la propriété privée, ils s'occupaient surtout d'implanter dans les maisons vides des services communautaires tels que des crèches. Après mars 1975, ce sont ces commissions (il y en avait pas moins de trente-huit rien qu'à Lisbonne) qui furent à l'origine de la plupart des occupations. Elles étaient élues lors d'assemblées regroupant tous les habitants d'une zone donnée, jusqu'à cinq cents personnes parfois. On y débattait des problèmes de voisinage et on tentait d'y trouver des solutions. Evidemment, il y avait des conflits entre militants des partis, mais la plupart des commissions n'étaient dominées par aucun d'entre eux. L'aversion populaire envers les partis était telle que leurs militants qui s'y faisaient élire devaient souvent cacher leur affiliation politique.

Le second type d'organisation avait une origine différente et répondait à des besoins plus pressants. L'Inter-Commissions des bidonvilles et des résidents pauvres de Lisbonne (*Inter-Comissões de Bairros da Lata e Moradores Pobres de Lisboa*) rassemblait des délégués de trente bidonvilles différents. Elle en vint à représenter quelque 150 000 personnes et se considérait comme une organisation indépendante et « apartidaire ».

« L'Inter » critiquait les Cram qu'elle qualifiait de « bourgeoises ». Ce n'était pas exact à proprement parler, bien que leurs domaines d'action fussent clairement différents. « L'Inter » ne voulait rien avoir à faire avec « des partis qui viennent ici pour détruire le travail que nous avons réalisé nous-mêmes ». Elle évitait consciencieusement de se trouver prise dans des relations ou des arrangements avec les services locaux du gouvernement, parce qu'« ils ne servent que la bureaucratie, ne font que bavarder, et sont remplis de gens qui vivent dans de belles maisons et ne connaissent rien de nos problèmes ».

Le 15 février 1975, l'« Inter » n'en présenta pas moins une liste d'exigences. Elle s'élevait contre le plan gouvernemental d'« aide à la construction », qui prévoyait des fournitures gratuites de briques aux habitants des bidonvilles pour qu'ils construisent leurs propres maisons. Le texte de l'« Inter » parle de lui-même :

« Lors des réunions [que nous tînmes avec elles], nous avons vu que les Brigades de soutien local (BAL) ne pouvaient résoudre nos problèmes (égouts, eau, ordures). Les résidents de certaines zones ont décidé que la lutte devait être menée par eux-mêmes. Ils ont décidé d'occuper des maisons, même si le gouvernement a décrété ces occupations illégales. La nécessité avait force de loi pour nous.

En tant que travailleurs, nous savons tous que c'est nous qui produisons la richesse de ce pays, et en dépit de cela, nous n'avons aucun droit à des logements décents que nous pourrions louer avec nos salaires, aucun droit à des crèches, à des écoles ou à des jardins d'enfants. C'est pour cela que trente commissions de résidents se sont regroupées.

Nous exigeons qu'on construise de nouveaux quartiers, proches des endroits où nous vivons aujourd'hui, et où la plupart d'entre nous sont nés. Les ouvriers sont relégués à la périphérie des villes, parce que certains veulent construire des

magasins et des bureaux dans le centre. Le gouvernement spéculé sur les terrains. Il offre de nous allouer 60 000 escudos par maison, prêtés à un taux d'intérêt de 7,5 %. Cela ne nous servira à rien, surtout avec le remboursement des intérêts. En ce qui concerne l'attribution de ces sommes, nous ne pouvons pas oublier qu'elles ne représentent qu'une part minuscule de la plus-value que nous produisons quotidiennement en travaillant, et que la classe capitaliste nous vole.

Nous n'avons pas à supplier pour qu'on nous accorde ce qui nous revient de droit. Nous exigeons la solution de nos problèmes. Et ils doivent être résolus sans que nous ayons besoin d'engraisser ceux qui nous exploitent. C'est ce qui arrive quand les spéculateurs et ceux qui profitent de la propriété du sol au moyen d'indemnités viennent au secours des entreprises du bâtiment capitalistes. Cela se produit également avec l'« aide à l'auto-construction ». Les gens disent que cette aide est une bonne chose, que nous construirons nos maisons nous-mêmes. En réalité, cela signifie un redoublement d'exploitation. Après une journée de travail à remplir les poches des capitalistes, on attend de nous que nous nous épuisions à construire des maisons.

Aujourd'hui, il y a 400 000 chômeurs, jetés à la rue et réduits à la misère par les capitalistes. Il faut donner du travail à ces frères. Pourquoi ne pas les employer à des travaux de construction civile ? Les projets de coopératives de logement sont une porte de sortie pour le gouvernement. Avec ce genre de projets, le gouvernement évite d'avoir à payer la construction de nouvelles maisons. Cela lui permet de placer nos justes demandes sous le boisseau.

Les résidents de divers bidonvilles et les pauvres de Lisbonne et des banlieues en ont assez de toutes les fausses promesses de solution du problème du logement. Nous rejetons les mesures anti-populaires qui ne font que tenter d'arnaquer les gens et de retarder la solution de nos problèmes. L'« Inter », qui rassemble les diverses commissions et coopératives, [...] exige les mesures concrètes qui suivent :

1. Qu'on construise de nouveaux quartiers dans les zones existantes.
2. L'expropriation des terrains vacants et inoccupés dans les quartiers actuels comme moyen de reloger les gens. Nous voulons une réponse précise : quels terrains et quand ?
3. Une réponse au sujet de la date de début des travaux de construction des nouveaux quartiers.
4. Le droit de décider du type de maisons à construire.
5. Le droit de s'organiser en coopératives. Les emprunts doivent être remboursables à un taux de 2 % sur vingt-cinq ans.
6. Dans le cas des quartiers qui choisiront le logement social, les loyers ne devraient pas dépasser 10 % des salaires du chef de famille (sans préjudice de ceux qui ne peuvent pas payer).
7. Une information sur les fonds qui doivent être alloués aux bidonvilles par le Conseil municipal, avec des précisions concernant leurs destinataires, de sorte que les personnes concernées puissent contrôler les fonds.
8. Que tous les cas d'urgence présentés par les commissions (y compris la BAL et l'Epul) soient pris en charge immédiatement.
9. Une réponse aux demandes déjà déposées par d'autres bidonvilles.
10. Que tant que des maisons adéquates ne seront pas construites,

l'occupation des maisons vides soit légalisée.

11. Qu'un membre de l'« Inter » soit présent aux différentes rencontres entre le Conseil de Lisbonne et l'Epul.
12. Que la répartition des maisons, soit par le Cabinet du logement, soit par l'Epul, soit par les Fondations, soit par un quelconque organisme officiel, soit contrôlée par des représentants des habitants.

Nous rejetons :

1. L'auto-construction.
2. La rénovation ou la réhabilitation de quartiers existants, ainsi que l'utilisation de préfabriqués.
3. La législation existante sur les coopératives, car elle n'est qu'un moyen de tromper les gens et de retarder les solutions (par exemple la nécessité de rassembler 200 membres, etc., quand la loi en général n'en requiert que 50) ».

Inter-Commissions, 15 février 1975[3].

Bien qu'il fût largement repris par la presse, le document fut ignoré par le gouvernement, dont les membres, à cette époque, s'intéressaient plus aux élections qu'à ce type de problèmes pressants pour la population.

Au début du mois d'avril, quelque vingt mille occupations avaient été rapportées dans tout le pays. Le 14 avril 1975, le gouvernement, inquiet du fait qu'il ne contrôlait pas la situation, vota une loi (DL 198-A) qui légalisait toutes les occupations collectives (de crèches, etc.) mais interdisait les squats[4]. L'extrême-gauche tomba d'accord avec le centre pour combattre cette loi, mais pour des raisons opposées, à cause des restrictions qu'elle apportait au mouvement des occupations.

Les Cram appelèrent à une manifestation le 19 avril. Celle-ci fut soutenue par divers groupes, bien qu'aucun ne fût autorisé par les habitants à porter de banderoles. Une autre manifestation, le 17 mai, organisée par l'« Inter », rassembla environ dix mille mal-logés à Lisbonne, qui scandaient « Des maisons, oui ! Des bidonvilles non ! »

## L'Inter, les Cram, le Saal et les bidonvilles

Les différences entre l'« Inter » et les Cram méritent qu'on s'y arrête, car elles illustrent la dialectique complexe à l'œuvre à l'intérieur de la classe ouvrière. L'« Inter » se rendait pleinement compte de la différence de situations vécues par ses mandants et celles des travailleurs qui avaient un logement. Mais, par ses exigences et son organisation, elle radicalisa ces derniers. D'autres commissions de quartier (liés ou non aux Cram) plus mélangés sociologiquement (enseignants, employés de bureau, etc., tout autant qu'ouvriers d'usine) avaient tendance par conséquent à voir les choses différemment.

Pour les gens des bidonvilles, une maison, c'était vital. Pour les travailleurs déjà logés, les questions de contrôle (ou d'abolition) des loyers, ou de contrôle de l'espace, étaient plus importantes. Ces travailleurs, qui n'étaient pas des « privilégiés », ne pouvaient être écartés simplement parce qu'ils avaient un toit. Cependant, de plus graves problèmes



subsistaient. Les bidonvilles étaient désunis. Certains louaient leurs « propriétés » à d'autres. A l'intérieur d'une même cité, on pouvait trouver des « bidonvilles de noirs » (cap-verdiens) à côté de « bidonvilles de blancs ». En général, les habitants de ces quartiers ne disposaient que d'emplois instables, sans contrat, souvent de terrassiers.

Alors que dans bien des bidonvilles l'apparition de commissions de résidents était accueillie avec enthousiasme, ailleurs l'apathie prévalait. Cela ne pouvait s'expliquer seulement en termes de « pauvreté habituelle » ou autres interprétations réactionnaires. Cette apathie pouvait d'ailleurs être le signe d'une certaine méfiance à l'égard d'une récupération en train de s'opérer, du sentiment des habitants que leur combat était dirigé par d'autres.

C'était un dilemme dont les fonctionnaires du Saal étaient bien conscients. Ils faisaient profil bas, n'intervenant que rarement dans les assemblées. Ceux qui tentaient de trouver du travail en recourant à ses services se heurtaient à la bureaucratie étatique (en ce qui concernait les financements, notamment). L'adresse de l'« Inter » fut donc cruciale en ce qui concernait la manière dont les luttes des bidonvilles étaient perçues.

Pour leur part, les commissions de résidents étaient soumises à des ingérences partisans (du PRP, de l'UDP, etc.), les éléments les plus politisés se retrouvant en position de leaders. Ceux qui tenaient la tribune utilisaient un langage qui rebutait les gens. Certains même refusaient de s'exprimer. Ce qui facilitait la tâche des idéologues et soi-disant leaders. Malgré tout, la base usait parfois de son pouvoir de rejeter des motions venues d'en haut.

Les problèmes soulevés lors des réunions des commissions de résidents, portaient sur des questions plus générales que celles qui étaient débattues dans les bidonvilles. En général, le rôle des Cram était de collecter toutes les informations utiles dans un quartier, puis d'aller occuper les maisons disponibles. Mais les obsessions du PRP-BR quant à la « construction du parti » (le PCP, le MES, et l'UDP faisaient largement la même chose) ne favorisaient pas vraiment l'unité d'action. En général, l'action de ces groupes, qui fournissaient du papier pour les tracts, convoquaient les réunions, etc., avaient un effet négatif sur les résidents. Dès qu'ils avaient l'impression d'être tombés sous la coupe d'un groupe particulier, beaucoup s'en allaient.

Par ailleurs, l'action des commissions de résidents était amoindrie par la distance qui séparait les lieux de travail et les lieux d'habitation. Les commissions ouvrières fonctionnaient le jour, les commissions de résidents le soir. Les bidonvilles entourés de cités résidentielles petites-bourgeoises (comme à Cruz Quebrada, près de Lisbonne) étaient souvent soumis à la pression de leurs voisins. Une femme du bidonville de Falgueiro, par exemple, fut critiquée parce qu'elle ne pouvait pas payer son loyer.

Un grand nombre d'habitants entreprenaient de construire leurs propres maisons petit à petit, mur après mur, au-dessus de leurs masures en bois. Ils édifiaient un mur un week-end, un autre le week-end suivant, et ainsi de suite, comme près d'Odivela, une des cités-dortoirs de Lisbonne. Les bidonvilles étaient la « grande honte » du capitalisme portugais. Ils blessaient horriblement la vue, et tout le monde voulait leur suppression. Mais que mettre à la place ? A quoi devaient ressembler les nouveaux quartiers ? De tels problèmes étaient rarement débattus dans les assemblées. La paralysie de l'imagination était universelle. Les problèmes de toutes sortes (liés au travail, à la pauvreté ou à la drogue...) dans les nouveaux logements (lorsque les habitants en obtiendraient éventuellement un), baisseraient-ils d'intensité, ou seraient-ils simplement d'une nature différente ? Ces questions ne furent jamais débattues ouvertement, parce qu'elles n'étaient pas considérées comme pertinentes. Le silence de la gauche sur ce point était assourdissant.

Les habitants des bidonvilles voulaient une solution rapide à leurs problèmes. Mais aussi conserver leur culture, qui s'était construite pendant des décennies. Les conditions dans lesquelles ils vivaient (sans eau, ni électricité, ni égouts, avec toutes les contraintes qui en découlaient dans un espace surpeuplé) devaient changer, dans le bon sens bien sûr. Mais comment et dans quel but ? Pour en faire « de meilleurs travailleurs », de sorte qu'ils produisent une plus-value augmentée ? Qu'ils partagent les idées de la classe dominante ? - comme cela transparaissait dans les divers programmes de l'« aide pour l'auto-construction ».

Au début de juin 1975, la situation était encore ouverte. La classe dirigeante était toujours au pouvoir. Mais elle éprouvait des difficultés à maintenir sa loi. La classe ouvrière (logée ou non) continuait d'exercer sa pression pour obtenir tout ce qu'elle pouvait, comme elle le pourrait et quand elle le pourrait.

## Le machisme et le mouvement des femmes

Aucun exposé sur le logement et les luttes urbaines ne serait complet sans parler des femmes. Dans les sociétés où la plupart restent à la maison, ce sont elles qui supportent le poids du mal-logement.

Je vais essayer de décrire leur condition de façon réaliste et sans faux optimisme, car elle est emplie de contradictions. Les luttes urbaines furent très positives. Les sentiments de joie et d'espoir qu'elles suscitérent sont difficiles à décrire. Elles avaient tant d'aspects : la liberté dans les rues, la liberté d'aller et de venir, de petits changements qui faisaient une grande différence dans la vie de tous les jours. Beaucoup de femmes ressentirent cette liberté. Une femme de Tinturaria Portugalia, une entreprise de nettoyage à sec, quand on lui demanda quel était le plus grand changement qu'elle avait ressenti après le 25 avril, répondit : « Avant, j'étais enfermée chez moi. Je ne sais pas pourquoi. Après, je suis allée dans les rues, dans les manifestations. [...] Je ne puis décrire les joies que j'ai vécues depuis. » Mon ex-voisine, elle aussi, débordait aussi de confiance dans l'avenir. Elle se mit à me critiquer pour ne pas être allé à des manifestations auxquelles elle avait participé. C'était là de vrais changements.

Mais cette médaille avait son revers. Les femmes restaient des citoyens de seconde classe, même en 1975, l'« Année internationale de la Femme ». Avant le 25 avril, elles étaient légalement désavantagées de bien des façons. Le divorce était interdit. Les contraceptifs ne pouvaient être obtenus que sur ordonnance, et, de ce fait, n'étaient pas accessibles aux plus pauvres. La maternité et la fertilité étaient largement glorifiées, dans le but de fournir des dirigeants à la peau blanche et des soldats pour les colonies. Je me souviens clairement d'une femme de pêcheur enceinte près de Nazaré (c'était avant le 25 avril) qui se tapotait le ventre, disant avec résignation : « C'est pour la guerre. » L'avortement était illégal, même quand la santé de la femme était en jeu. Les relations au sein du couple étaient presque moyenâgeuses. Un mari pouvait ouvrir les lettres de sa femme. Elle ne pouvait quitter le pays sans sa permission écrite. Toutes les décisions économiques revenaient de droit au mari.

Les choses changèrent après le coup d'Etat, mais on ne pouvait demander à des officiers de l'armée de nourrir trop de sympathie pour les idées féministes. Une campagne se dessina néanmoins en faveur de la légalisation du divorce, soutenue par le MDP et les CDE. La loi fut finalement modifiée, bien que l'avortement restât illégal et les contraceptifs

Un décret fut rapidement promulgué après le 25 avril, qui disait que l'Etat serait désormais responsable des enfants. « C'est la nationalisation des enfants », s'écria une femme qui faisait ses courses au marché. En fait, ce décret retirait aux familles (et surtout au père) le droit de faire ce qu'elles voulaient de leur progéniture, réprimant les violences et les mauvais traitements à leur encontre.

Les mères de famille étaient appelées *Donas de casa* (maîtresses de maison). Mais les hommes les présentaient souvent, particulièrement dans le Nord, comme les « patronnes ». Ce n'était pas que de la condescendance : c'était vrai en un sens limité. Mais cela n'empêchait évidemment pas l'usage courant de désignations insultantes : une femme qui couchait avec des hommes hors mariage était une *puta*, tandis que l'homme qui faisait l'inverse était un *garanhão*, un étalon digne d'admiration.

Entre 1969 et 1974, le nombre de travailleuses augmenta rapidement, parce que beaucoup d'hommes devaient aller combattre en Afrique. Mais leurs salaires étaient évidemment moindres, et ils le restèrent après le 25-avril. Dans les coopératives aux alentours de Beja, les femmes travaillaient de 6 à 8 heures du matin à la maison, puis elles allaient dans les champs, ramassant des olives, etc., de 19 à 22 heures, elles reprenaient leur ménage. Pourtant elles étaient payées moins que les hommes, qui ne travaillaient que de 8 heures à 19 heures. Mais dans d'autres coopératives, indépendantes, près de Lisbonne ou à Setubal par exemple, les femmes recevaient le même salaire pour leur travail.

Les habitudes machistes ont la vie dure. Les hommes justifiaient souvent leurs salaires supérieurs en prétendant que leur travail était plus productif. Mais quand les femmes faisaient remarquer que le ramassage des olives était une tâche que les hommes ne voulaient pas faire, l'argument de ces derniers s'effondrait. Ce genre de problèmes ne fut jamais vraiment résolu et le machisme persista.

Le 13 janvier 1975, un meeting se tint au Parc Eduardo VII, organisé par le MLM (Mouvement de libération des femmes). Il n'y avait qu'une dizaine de femmes qui brandissaient des affiches et des placards, mais cela déclencha une des pires contre-manifestations réactionnaires jamais vues dans le pays. Ces femmes déclaraient notamment dans leur manifeste :

« Nous brûlerons les objets qui sont des exemples ou des symboles de l'oppression des femmes. Nous détruirons, par exemple, le Code civil et le Code pénal du Portugal, qui ont force de loi aujourd'hui, ainsi que la législation du travail. Tous ces textes impliquent un statut d'infériorité de la femme, et sa sujétion à l'homme. Nous brûlerons les magazines pornographiques, qui présentent le corps de la femme comme un objet sexuel ; les chiffons et les balais qui sont le symbole de l'esclavage domestique de la femme, comme les livres dans lesquels son image est présentée d'une manière totalement déformée, créée par les hommes, et qui montrent tout ce qu'ils ont fait d'elles ; les couches en tant que symbole du mythe de la mère-qui-fait-tous-les-sacrifices (le père fait la loi), qui exécute tous les travaux rebutants, qui passe des nuits sans sommeil ; les jouets qui, depuis le plus jeune âge, montrent aux enfants, très clairement, les rôles auxquels on les destine dans la société, selon qu'ils sont garçons ou filles, des jouets qui, chez les garçons, induisent l'agressivité et la violence (les mitraillettes, des tanks) et qui cantonnent les filles aux rôles

passifs de mère et de femme au foyer (les poupées, les dînettes). [...] Nous espérons que 1975, « Année internationale de la femme », sera au moins celle qui permettra d'attirer l'attention sur ces réalités scandaleuses, et sur le fait que la moitié de la population mondiale (53 % au Portugal) est soumise (contrôlée, dominée) simplement parce qu'elle est constituée de femmes. »

La manifestation annoncée reçut une publicité des plus triviales. *A Capital* (journal généralement sérieux) traita tout cela sur le mode de la plaisanterie, prévoyant des soutiens-gorge brûlés et même « un strip-tease ». Les autres journaux ne furent évidemment pas en reste. Chez les politiques, le MDM (Mouvement démocratique des femmes, contrôlé par le PCP) dénonça violemment l'initiative. Le jour dit, des foules d'hommes se présentèrent et vilipendèrent les manifestantes, se moquant d'elles et les provoquant. Elles n'échappèrent que d'extrême justesse à de graves violences.

Dans son reportage, *O Seculo Ilustrado* du 17 janvier condamnait ces hommes :

« Ce sont probablement les mêmes qui applaudissaient les victoires de Caetano, qui jetaient des pétales de fleurs sur le passage des [hiérarques du régime], qui se réjouissaient des massacres perpétrés aux colonies, qui informaient la Pide avec diligence, qui depuis un demi-siècle approuvaient les lavages de cerveau et l'oppression et qui aujourd'hui manifestent avec opportunisme pour la démocratie. Tous de bons démocrates. »

Le MDM, bien qu'impliqué dans des luttes féminines, préférait défendre la famille que de débattre des problèmes plus concrets rencontrés par les femmes. Il cantonnait les luttes à des sujets qui, quoique importants pour les familles (comme les allocations familiales, les crèches, les jardins d'enfants, etc.), ne concernaient pas les femmes en tant que telles et ne remettaient pas en cause les rôles qu'on leur assigne dans les sociétés de classe. Après ce malheureux épisode, des femmes radicales furent menacées et découragées de poursuivre leur engagement. Tout un pan de la lutte pour l'émancipation fut ainsi bâillonné.

**Illustration : photo d'Alexandre Alves Costa.**

## Notes

[1] Dans le Nord, 212 111 tenures prises ensemble ne couvraient que 332 353 hectares. Pour ceux qui ont un peu d'imagination, cela donnera une idée de la taille de la plupart des exploitations du Nord.

[2] *Revolução*, 6 décembre 1974.

[3] *Revolução*, 8 novembre 1974.

[4] *Revolução*, 24 janvier 1975.